

C'est parfait, mais le Canada a-t-il réellement frappé à notre porte? Qu'en disent les Canadiens eux-mêmes? Le 30 août dernier, sir Wilfrid Laurier, parlant à Nelson, disait: "La politique du Gouvernement canadien n'est pas de demander à la Grande-Bretagne de changer d'un iota sa politique fiscale. (Applaudissements ministériels.) Nous faisons nos arrangements en vue de servir nos intérêts et la Grande-Bretagne fait de même."

M. Asquith faisait cette réponse au chef de l'opposition dans la chambre des communes d'Angleterre qui avait prétendu que le Canada avait frappé à la porte du gouvernement anglais, pour en obtenir un tarif différentiel, mais que ses appels n'ayant pas été entendus, il avait résolu de conclure une convention qui aliénerait à l'Angleterre l'affection des Canadiens et ruinerait les espérances d'un commerce interimpérial.

N'ai-je pas raison de dire que cette convention douanière nous sera préjudiciable? Elle livrera aux industriels américains les richesses forestières du Canada; elle leur donnera une plus grande abondance de matières premières pour l'exploitation de leurs fabriques; elle fournira du travail aux ouvriers américains et privera les nôtres d'emploi, et finalement elle amènera l'union commerciale. De toute manière cette convention nous sera préjudiciable et affaiblira les liens qui nous unissent à la mère patrie. Alors, pourquoi vouloir l'imposer au peuple canadien qui ne l'a ni demandée ni désirée? Qu'est-ce qui pousse le Gouvernement dans cette voie? Il prétend qu'il ne veut pas faire de cette question, une question politique. L'opposition ne le désire pas non plus. Autant que possible nous nous sommes efforcés de la tenir en dehors des questions de partis, pour n'en discuter que les mérites. Les chambres de commerce de Montréal, Toronto, Winnipeg, Halifax, Vancouver et une douzaine d'autres villes, se sont formellement prononcées contre cet arrangement. Les hommes les plus éminents du pays y sont opposés. Les grands financiers, les hommes de profession; nos grands industriels, les compagnies de chemin de fer et de transport, les représentants de la classe agricole, condamnant ouvertement cette politique et, malgré tout, le Gouvernement veut l'imposer au pays.

Pourquoi forcer le Gouvernement à ratifier cette convention? Pourquoi ne pas la soumettre au peuple, avant qu'il soit trop tard? Je défie le Gouvernement de soumettre la question aux contribuables et je m'engage d'avance à accepter son verdict.

Le Canada prise hautement ses intérêts et désire, par dessus tout conserver pour l'avenir la liberté commerciale dont il jouit actuellement. Le pays est plus prospère qu'il ne l'a été depuis des années. Nous avons une abondance de produits. Nos en-

trépôts regorgent de marchandises et nous trouvons dans le pays et à l'étranger un marché rémunérateur pour tout ce que nous avons à vendre. Le Canada ne produit rien dont il ne puisse disposer immédiatement à des conditions avantageuses; notre population est satisfaite de son sort et nos ouvriers sont bien payés. Que pouvons-nous désirer de plus?

Nos chemins de fer et autres compagnies de transport sont obligés de faire appel à toutes leurs ressources pour transporter le trafic du pays et distribuent tous les ans de gros dividendes à leurs actionnaires; nos banques regorgent de capitaux; nos manufactures ne suffisent pas à remplir les commandes qu'elles reçoivent et sont obligées de s'agrandir d'année en année, et de nouvelles surgissent tous les jours pour suffire à la demande.

Pourquoi alors ces mamours à Mlle Jonathan? Nous réalisons des profits sur toute la ligne, nous nous enrichissons rapidement, notre population affirme vigoureusement sa virilité nationale. Pourquoi encore une fois, ce flirt avec Melle Jonathan?

Notre ministre des Finances paraît en être épris. Ses charmes l'attirent et il semble disposé à continuer ses assiduités jusqu'à ce qu'il nous ait amenés à une alliance à laquelle nous ne pourrions plus nous soustraire. Il habite présentement un paradis terrestre où il jouit de tout ce que peuvent procurer les richesses de ce pays; il se délecte dans le miel et le lait de la vie politique, mais s'il persiste à courtiser la république voisine jusqu'à ce qu'il arrive l'union désirée, il se trouvera dans le cas de cet Irlandais auquel on conseillait d'aller se marier.

Il était jardinier chez une vieille dame qui vantait ses services et appréciait fort la manière dont il entretenait sa magnifique propriété. Vous êtes assurément, disait-elle, un excellent jardinier et depuis plusieurs années je vous paie un bon salaire; vous occuperez une jolie maisonnette à l'entrée de ce jardin si vous vouliez vous marier et cependant vous restez célibataire. Je vous ai souvent fait part de mon désir de vous voir marié, et je considère qu'il est de votre devoir de prendre femme. Vous êtes un peu dans la position d'Adam dans le paradis terrestre. Le Tout-Puissant qui lui avait confié la garde de l'Eden, vit qu'il n'était pas bon pour l'homme d'être seul et il lui donna une compagne. On a dû vous apprendre à l'école l'histoire d'Adam et Eve.

Certainement, répondit le jardinier, j'ai souvent entendu raconter l'histoire d'Adam.

—Croyez-vous continua la dame qu'Adam n'était pas aussi bon jardinier que vous et n'avait pas une aussi belle place? Ne croyez-vous pas que vous devriez suivre son exemple?